

<https://www.pressegauche.org/La-securite-publique-des-Premieres-Nations-gravement-compromise-Les-chefs-de-l>



**La sécurité publique des
Premières Nations gravement
compromise : Les chefs de
l'APNQL lancent un appel
urgent à la ministre Geneviève
Guilbault**

Publication date: Jeudi, 16 septembre 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

WENDAKE, QC, le 16 sept. 2021 - Climat d'insécurité et perte de confiance envers les services policiers dans plusieurs communautés desservies par la Sûreté du Québec, ingérence constante du ministère provincial de la Sécurité publique dans la gouvernance policière des Premières Nations, perte d'effectifs policiers due à des conditions d'emploi défavorables chez les Premières Nations, discrimination négative flagrante dans les moyens dont disposent les services policiers des Premières Nations, notamment en ce qui a trait au soutien financier et matériel, contraintes sévères et compromettant la qualité des services imposées par l'actuelle Loi provinciale sur la police, tout est en place pour une autre grave crise policière.

C'est là le constat des chefs de l'APNQL, réunis avec des chefs de police et des directeurs généraux de gouvernements locaux de Première Nation. L'importante rencontre tenue le 15 septembre est en préparation à la Table politique APNQL-Québec qui se réunira le 23 septembre et qui sera consacrée au dossier crucial de la sécurité publique. La ministre provinciale de la Sécurité publique, Mme Geneviève Guilbault, participera à cette Table politique, coprésidée par le chef de l'APNQL, Ghislain Picard, et par le ministre provincial responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière.

« La population de toutes les Premières Nations, nos femmes et nos filles, nos enfants, nos aînés ont le droit fondamental de vivre dans un environnement sécuritaire. Les chefs rappellent leur autorité et leur responsabilité envers la sécurité de leurs populations et exigent la collaboration immédiate de la province et du fédéral pour régler une situation qui ne peut durer. La ministre Guilbault devra s'y engager clairement lors de la rencontre du 23 septembre », déclare le chef Lance Haymond, porteur du dossier de la sécurité publique à l'APNQL.

« Les Premières Nations exigent que leurs services policiers soient traités en tant que services essentiels. Le gouvernement fédéral s'est engagé vers une législation pour le confirmer. Les chefs de l'APNQL s'attendent de la ministre Guilbault, lors de la rencontre du 23 septembre, qu'elle s'engage également vers cette reconnaissance du caractère essentiel de nos services policiers. Le gouvernement provincial doit reconnaître l'autodétermination des Premières Nations et les compétences de leurs gouvernements, notamment en ce qui a trait à la sécurité publique. L'actuel climat de confrontation doit faire place à une collaboration efficace et respectueuse. C'est ce que les populations de part et d'autre attendent de leurs élus », ajoute Ghislain Picard, chef de l'APNQL.